

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

110 BOURGOGNE

« Les Mignottes »
89000 Auxerre

Références : 250172
Code AIOT : 0024900052

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement 110 BOURGOGNE, implanté au lieu-dit « Les Mignottes » - 89000 Auxerre. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient suite à un départ de feu sur site ainsi qu'une plainte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 110 BOURGOGNE
- « Les Mignottes » - 89000 Auxerre
- Code AIOT : 0024900052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de 110 Bourgogne est un site à autorisation comportant des silos à céréales ainsi qu'un séchoir.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Aires de chargement et de déchargement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
9	Exercices et contrôles	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 7.2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Dépoussiérage	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 8.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Contrôles des émissions	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 8.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Prévention des nuisances acoustiques	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
13	Découplage	AP Complémentaire du 10/01/2011, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 4.2	Sans objet
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 4.4	Sans objet
6	Prévention et détection de dysfonctionnement d'appareils	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 5.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Installations électriques – Mise à la terre	AP Complémentaire du 10/01/2011, article 5.3	Sans objet
8	Règles particulières de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 71	Sans objet
14	Transporteurs à bande	Arrêté Ministériel du 23/03/2004, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le départ de feu, l'exploitant a analysé l'incident et décidé d'actions correctives. Des justificatifs sont attendus.

Concernant la plainte sur les thèmes bruit et poussières émise pour le site, les constats amènent l'inspection des installations classées à proposer un arrêté de mise en demeure à M. le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Par mail du 4 avril 2025, l'exploitant a déclaré un incident arrivé sur son site le 03/04/25 vers 16 h 15.</p> <p>L'exploitant a présenté durant l'inspection la chronologie de l'évènement et l'analyse qu'il en a faite ainsi que les actions correctives.</p> <p><u>Chronologie de l'évènement :</u></p>

- Vers 16 h 15 le jeudi 03/04/25, un dégagement de fumée a été constaté par le responsable du silo d'Auxerre Mignottes au niveau de l'évacuation du système d'aspiration centralisée dans la benne à déchets du filtre à l'extérieur.
- Les pompiers, le service QSE, la maintenance et le prestataire JPTAT (du filtre) se sont rendus sur place.
- La combustion de poussières a été constatée dans la benne à poussières sous le filtre et au niveau de l'écluse du système d'aspiration centralisé sous le filtre (vis d'extraction et écluse). La benne à poussières a été sortie, puis vidée et étalée au sol pour être arrosée.
- Les vis d'évacuation du filtre et les trappes de celui-ci ont été ouvertes pour arroser les poussières en combustion.
- Au niveau des installations, un point d'échauffement a été identifié en tête de l'élévateur d'un élévateur à godets. Celle-ci a été démontée pour s'assurer de l'absence de matière en combustion. Un peu de fumée se dégageant au niveau du tambour, de l'eau a été pulvérisée. Le reste de l'élévateur a été contrôlé pour s'assurer de l'absence de matière en combustion.
- Les pompiers ont quitté le site vers 20 h et des rondes de surveillance avec caméra thermique ont été réalisées vers 22 h et vers minuit par les salariés.

Hypothèse émise par l'exploitant : casse d'un ergot d'une rondelle de frein au niveau du palier d'un élévateur créant du jeu à l'axe et entraînant le frottement du tambour de l'élévateur sur la ferraille du capot avec la production d'étincelles.

Actions correctives prévues par l'exploitant :

- remplacement à neuf des paliers et des roulements de la tête de l'élévateur,
- remise en peinture à faire sur la marque de chauffe du capot de l'élévateur,
- remplacement des roulements des autres têtes d'élévateurs du silo selon délais d'approvisionnement,
- en attendant le remplacement des roulements, procéder rapidement à une vérification du serrage des écrous des roulements pour s'assurer de l'absence de jeu,
- demander au fournisseur (SKF) les consignes de maintenance de ce type de matériel afin de les intégrer à la maintenance prévisionnelle,
- une formation sur les roulements à bille va être dispensée au Responsable Équipe Maintenance Mécanique pour gagner en expertise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la bonne réalisation des actions correctives qu'il a prévues suite à son analyse de l'incident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Capotage des sources émettrices de poussières

Prescription contrôlée :

Les appareils à l'intérieur desquels il sera procédé à des manipulations de céréales (pesage,

<p>nettoyage, ...) devront être conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les locaux, soit par mise en œuvre de dispositifs de capotage étanche, soit par maintien dans ces enceintes d'une dépression suffisante.</p> <p>Les sources émettrices de poussières (parties hautes et basses des élévateurs, jetées de transporteurs, appareils de nettoyage des céréales) devront être capotées et munies de dispositifs d'aspiration raccordés aux équipements de dépoussiérage.</p> <p>Le fonctionnement des transporteurs et élévateurs devra être asservi au fonctionnement préalable, dans des conditions normales d'exploitation, des systèmes d'aspiration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, différents capotages des équipements avec aspiration vers le filtre du site ont été constatés. L'exploitant indique que l'efficacité de ces assainissements est vérifiée une fois par an. Il a fourni suite à l'inspection le dernier rapport du 24/09/24 du prestataire du filtre ayant effectué les contrôles du circuit du filtre et le réglage des points de captation de poussières. Certaines recommandations et observations sont indiquées sur celui-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera des actions correctives qu'il a prévues sur son circuit de filtration suite au contrôle de celui-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Émissions de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation de transporteurs ouverts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'usage de transporteurs ouverts n'est autorisé que si leur vitesse de défilement est inférieure à 3,5 m/s.</p> <p>De plus, l'exploitant veillera à éviter les courants d'air au-dessus de ce type d'installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a justifié sur ses 3 transporteurs à bandes de vitesse de défilement inférieure à 3,5 m/s à l'aide des fiches techniques de ces derniers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Aires de chargement et de déchargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aire de</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux aires de chargement et de déchargement situées à l'intérieur de silos plats ne disposant pas de dispositifs de transport et de distribution de produits.</p> <p>Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à</p>

<p>retenir au mieux les corps étrangers.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ; - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le chargement / déchargement des camions s'effectue sous les silos dans un tunnel ouvert des 2 côtés.</p> <p>Lors de l'inspection, l'installation était à l'arrêt suite à l'incident, l'émanation de poussière n'a pu être constatée.</p> <p>Néanmoins, une plainte a été émise le 14/11/23 concernant l'émission de poussières à ce niveau prouvant une gêne pour le voisinage. Or, il n'y a aucun système de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration au niveau des aires de chargement / déchargement.</p> <p>L'exploitant indique seulement qu'il y a un clapet au niveau de la fosse pour éviter la remontée de poussière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit munir les aires de chargement / déchargement de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration considérant qu'elles créent une gêne pour le voisinage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 5 : Propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les locaux devront être régulièrement nettoyés des poussières recouvrant le sol, les parois et les machines.</p> <p>La fréquence des nettoyages, en fonction de leur nature des locaux, sera fixée sous la responsabilité de l'exploitant et fera l'objet d'une consigne tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas dépasser 40 g/m² sur une surface plane d'au moins un mètre carré qui aura été définie, en accord avec l'inspecteur des installations classées, comme étant représentative de l'atelier considéré.</p> <p>L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des mesures de retombées de poussières à l'intérieur des locaux. Les frais qui en résulteront seront mis à la charge de l'exploitant.</p> <p>Le nettoyage des ateliers sera réalisé, en toutes zones qui le nécessitent, à l'aide d'aspirateurs ou de centrale d'aspiration, l'utilisation des balais devra faire l'objet de consignes particulières, et s'effectuer dans des conditions permettant de limiter la mise en suspension de poussières dans</p>

<p>l'air. L'usage d'air comprimé ou de tout autre fluide oxydant pour le nettoyage des locaux est interdit.</p> <p>Les matériels utilisés pour le nettoyage devront présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaire, notamment à un fonctionnement en atmosphère explosive.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage devra faire l'objet de consignes particulières tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les installations de manipulation sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement, elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation n'était pas en fonctionnement durant l'inspection.</p> <p>L'installation a été trouvée relativement propre. Des colonnes sèches reliées à une aspiration centralisée sont situées à différents niveaux pour le nettoyage. Une procédure de nettoyage est en place (S3D9). Un cahier de nettoyage rempli est disponible en salle de conduite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention et détection de dysfonctionnement d'appareils

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 5.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et détection de dysfonctionnement d'appareils</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières, ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.</p> <p>Les gaines d'élévateurs seront munies de regards ou de trappes de visite. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront périodiquement contrôlés.</p> <p>En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.</p> <p>Les élévateurs, transporteurs, moteurs devront être équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement.</p> <p>Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs seront disposés à l'extérieur de la gaine.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi de la maintenance est effectué par un logiciel GMAO.</p> <p>La maintenance de l'élévateur à l'origine de l'incident avait été réalisée le 14/01/25.</p> <p>La périodicité est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 maintenance annuelle par le service maintenance, • 2 maintenances préventives par les opérateurs silos. <p>Ont été constatés par sondage durant l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur le panneau de contrôle, des voyants associés aux capteurs de rotation des élévateurs, • dans l'installation, des trappes de visites sur des élévateurs.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Installations électriques – Mise à la terre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2011, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques – Mise à la terre
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement : <ul style="list-style-type: none">• une description des installations électriques présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives,• un avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds,• un avis sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le rapport annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées....
Constats : L'exploitant a fourni : <ul style="list-style-type: none">• le rapport de vérifications périodiques des installations électriques du 28/05/24 avec 16 observations dont 15 déjà signalées ainsi que les commandes et factures pour les lever,• le compte-rendu Q19 du 10/07/24 du contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge sans anomalie décelée,• un rapport complémentaire d'un site ICPE soumis à autorisation en date du 28/05/24 sans écart par rapport aux locaux classés à risque d'incendie et concernant les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Règles particulières de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Un réseau d'eau doit permettre l'alimentation d'un nombre suffisant de robinets, poteaux normalisés, buses d'extinction automatique en rapport avec l'importance et les risques présentés par les installations. Le réseau d'incendie et l'ensemble du matériel de lutte contre l'incendie devront être conformes aux normes en vigueur. L'établissement devra disposer d'une protection de premier secours bien étudiée, permettant à tout moment d'attaquer un sinistre en attendant les secours extérieurs et d'alerter ceux-ci dans les meilleurs délais de jour comme de nuit. Le matériel de lutte contre l'incendie devra comporter notamment : <ul style="list-style-type: none">• une colonne sèche à l'intérieur de la tour munie d'un demi-raccord de 70 mm et d'un de 45 à chaque niveau. À sa base, la colonne sera dotée d'un demi-raccord AR à placer à l'extérieur du

<p>bâtiment dans un endroit toujours accessible ;</p> <ul style="list-style-type: none"> des extincteurs fixes ou mobiles de nature et capacité appropriées aux feux à combattre, contrôlés périodiquement et répartis à tous les niveaux de l'établissement. <p>Il sera défini et mis en place en accord avec Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.</p> <p>Les interrupteurs et disjoncteurs à manœuvrer en cas de sinistre devront être clairement signalés et facilement accessibles.</p> <p>La mise hors service pour entretien des installations de lutte contre l'incendie est, sauf urgence, signalée 2 jours ouvrables à l'avance au chef du corps des sapeurs-pompiers couvrant l'établissement.</p> <p>Les aires de circulation nécessaires aux services de secours devront rester dégagées en permanence ; en cas de travaux, l'indication des déviations à emprunter est signalée au préalable dans les conditions décrites ci-dessus.</p> <p>Un code approprié de sonnerie doit permettre de donner l'alerte en cas d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le logiciel REMOCRA du SDIS, un poteau incendie n° 89024-302 est présent à l'entrée du site (présence non contrôlée lors de l'inspection). Le débit associé, mesuré le 15/04/24, était de 120 m³/h.</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport de vérification des extincteurs du site du 22/10/24 (51 extincteurs + 1 sur roues + 2 RIA) + le bon de commande pour lever les non-conformités associées, le rapport de vérification des colonnes sèches (2) du 14/01/25 (<u>observation</u> : <i>"les deux colonnes sèches n'ont pas d'anti-bélier (1 m 60 de tuyaux au-dessus de la dernière prise incendie) faire installer par un plombier ou personne agréée"</i>).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Exercices et contrôles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercices et contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des exercices de lutte contre l'incendie devront être effectués périodiquement.</p> <p>L'exploitant devra tenir à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> les schémas d'intervention lors de toutes modifications apportées à la construction ou au mode d'exploitation de l'établissement, un livret sur lequel seront indiquées, d'une part, les dates des visites de contrôle des dispositifs de lutte contre l'incendie ainsi que les observations faites par les inspecteurs, toutes les anomalies de fonctionnement constatées et les suites données, d'autre part, les dates des exercices effectués par l'équipe de secours et les observations faites à cette occasion. <p>Ces documents devront être tenus à la disposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services de lutte contre l'Incendie et de Secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> une convention avec le SDIS pour mettre à disposition son exploitation pour des exercices entre le 01/10/2021 et le 01/10/22. Il indique que le dernier passage des pompiers sur site a

<p>été le 14/12/22,</p> <ul style="list-style-type: none"> un compte-rendu d'exercice d'évacuation du 14/06/21 <p>Depuis fin 2022 jusqu'à l'incident réel du 03/04/25, aucun exercice incendie n'a été réalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit organiser des exercices de lutte contre l'incendie périodiquement sur son site. Il sollicitera le SDIS pour y participer.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Dépoussiérage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets gazeux collectés dans les conditions prévues aux articles 4.1 et 8.1 et éventuellement 4.2 devront faire l'objet d'un dépoussiérage. La concentration en poussière au rejet à l'atmosphère sera inférieure à 30 mg/Nm³. En outre, le flux total de poussières rejetées à l'atmosphère sera inférieur à 10 kg/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de mesures d'émissions de poussières sur son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser des mesures d'émissions de poussières sur son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Contrôles des émissions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières. En outre, l'inspecteur des installations classées pourra, au besoin, faire procéder à des mesures complémentaires. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de mesures d'émissions de poussières sur son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à des mesures des émissions de poussières</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention des nuisances acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/1987, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances acoustiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 sont applicables.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Période de jour <ul style="list-style-type: none"> ◦ pour les jours ouvrables de 7 h à 20 h 55 dB(A) • Périodes intermédiaires <ul style="list-style-type: none"> ◦ pour les jours ouvrables de 6 h à 7 h 50 dB(A) de 20 h à 22 h50 dB(A) ◦ pour les dimanches et jours fériés de 6 h à 22 h.....50 dB(A) • Période de nuit <ul style="list-style-type: none"> ◦ de 22 h à 6 h.....45 dB(A) <p>Pour les autres limites de propriété, le niveau acoustique limite (Li) ne doit pas dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Période de jour <ul style="list-style-type: none"> ◦ pour les jours ouvrables de 7 h à 20 h60 dB(A) • Périodes intermédiaires <ul style="list-style-type: none"> ◦ pour les jours ouvrables de 6 h à 7 h.....55 dB(A) de 22 h à 22 h..... 55 dB(A) ◦ pour les dimanches et jours fériés de 6 h à 22 h..... 55 dB(A) • Période de nuit <ul style="list-style-type: none"> ◦ de 22 h à 6 h 50 dB(A) <p>Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier seront d'un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 et des textes subséquents).</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le dernier rapport d'étude d'impact sonore réalisée le 05/08/21. Celui-ci indique que :</p> <p><i>"conclusion : Après analyse des mesures, il apparaît que : L'impact sonore du site STE COOPERATIVE AGRICOLE 110 est non-conforme aux exigences de l'arrêté de référence.</i></p>

Commentaires : En période diurne, le bruit des aspirations, du cyclone, du compresseur génère une hausse du niveau de bruit au point 3. En période nocturne, le bruit de ventilation du silo 2 génère une hausse du niveau de bruit au point 1."

Le point 3 correspond au côté sud du site face à l'habitation.

Le point 1 correspond au côté silo 2 en face de l'habitation située 27 rue des Mignottes

Une non-conformité du niveau de bruit en limite du propriété est également relevé au point 4 correspondant au côté ouest du site, rue des Fontenottes

Par ailleurs, la plainte enregistrée le 14/11/2023 porte également sur le bruit du site.

Suite à ces mesures, l'exploitant a consulté une société pour le traitement acoustique du filtre et a présenté un devis en date du 25/05/23. Compte tenu du montant élevé de la prestation (notamment pour la mise en place de cloisons acoustiques autour du filtre), l'exploitant souhaite réaliser un appel d'offre plus large.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être conforme aux niveaux acoustiques limites prescrits par son arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 9 mois

N° 13 : Découplage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2011, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Découplage

Prescription contrôlée :

Les silos sont conçus, aménagés de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre (incendie, explosion, ...) ou les risques d'effondrement qui en découlent.

Les installations sont équipées d'un découplage entre la tour de manutention et les cellules de stockages afin de limiter la propagation d'une explosion.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que la porte découplage située au niveau de la galerie de ventilation des cellules du silo 1 était restée ouverte.

L'exploitant a réalisé, suite à l'inspection, un rappel par mail aux salariés sur la fermeture des portes de découplage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Transporteurs à bande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande

Prescription contrôlée :

...Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non-propagatrices de la flamme.

Constats :

L'inspection du 12/09/23 avait constaté que l'exploitant n'avait pas justifié que ses transporteurs à bande étaient équipés de bandes non-propagatrices de flamme.

Par courrier du 05/02/2024, l'exploitant a indiqué avoir fait appel à une société pour la réalisation de tests et d'analyses sur les 2 bandes du silo d'Auxerre ne portant pas de marquage de conformité. Suite à ces essais, l'exploitant a indiqué que la bande TB203 est conforme (ISO 340:2013) et la TB201 non-conforme.

L'exploitant a décidé de remplacer cette dernière et a fourni le bon de livraison associé.

Type de suites proposées : Sans suite